



**Canadian Association  
for Graduate Studies**

**Association canadienne  
pour les études supérieures**

**Proposition prébudgétaire au Comité permanent des finances de la Chambre  
des communes concernant le budget fédéral de 2012**

**Présentée par M. John Doering  
Président de l'Association canadienne pour les études supérieures**

**301-260, rue Saint-Patrick  
Ottawa (ON) K1N 5K5  
[www.cags.ca](http://www.cags.ca)  
613-562-0949**

## Résumé

L'Association canadienne pour les études supérieures (ACES) est l'organisation nationale qui incite à l'excellence dans l'enseignement supérieur et la recherche universitaire. L'ACES représente 60 universités canadiennes, deux associations d'étudiants de deuxième et troisième cycles ainsi que les trois conseils fédéraux de subventions à la recherche.

Le Canada peut tirer une juste fierté de son système d'enseignement supérieur de niveau international. De 1999 à 2010, l'inscription aux études supérieures a augmenté de 60 % et, aujourd'hui, on compte plus de 190 000 étudiants qui poursuivent des études supérieures à temps plein et partiel au Canada.

Alors que le gouvernement va de l'avant avec son plan économique d'éliminer le déficit par une gestion judicieuse des deniers publics, l'ACES recommande vivement de poursuivre l'investissement dans l'enseignement postsecondaire et supérieur pour répondre aux besoins actuels et futurs des Canadiens d'un océan à l'autre. L'ACES demande donc au gouvernement fédéral de considérer les requêtes suivantes :

- 1. Continuer à investir dans les trois conseils fédéraux de subventions à la recherche comme un investissement dans tous les Canadiens et dans l'avenir d'une économie canadienne novatrice.**
- 2. Investir dans la mobilité des étudiants diplômés – tant les étudiants étrangers au Canada que les étudiants canadiens à l'étranger.**
- 3. Investir dans la formation axée sur les compétences novatrices des étudiants diplômés, qui complètera leur savoir-faire universitaire et les rendra plus compétitifs.**

## INTRODUCTION

L'Association canadienne pour les études supérieures (ACES) est l'organisation nationale qui incite à l'excellence dans l'enseignement supérieure et la recherche universitaire. Constituée en 1962, l'ACES favorise le dialogue et la coopération entre ses membres, soit plus de 60 universités canadiennes, deux associations nationales d'étudiants représentant plus de 190 000 étudiants aux études supérieures et les trois conseils fédéraux de subvention à la recherche.

Le Canada peut tirer une juste fierté de son système d'enseignement supérieur de niveau international, dont l'inscription tant à la maîtrise qu'au doctorat s'est considérablement accru ces dernières années. De 1999 à 2010, l'inscription aux études supérieures a augmenté de 60 % et, aujourd'hui, on compte plus de 190 000 étudiants qui poursuivent des études supérieures à temps plein et partiel au pays. En effet, le nombre de Canadiens titulaires de maîtrises et de doctorats combinés a augmenté de 28 % entre 2004 et 2009<sup>1</sup>.

Ceci dit, les universités, les gouvernements et les entreprises au Canada ne doivent pas pour autant se reposer sur leurs lauriers. Selon un rapport de 2010 de l'OCDE, le Canada arrive au vingt-troisième rang du point de vue des titulaires de doctorat<sup>2</sup>. Le Canada, en tant que société et économie, doit s'assurer de la mise en place du financement des bourses d'études, de la recherche et de l'infrastructure, non seulement pour maintenir le niveau de croissance, mais aussi pour l'augmenter.

L'enseignement supérieur au Canada n'est pas une fin en elle-même. Le Canada a besoin d'un nombre croissant de diplômés de deuxième et troisième cycles tant dans les disciplines

« STEM » (c.-à-d. sciences, technologie, génie et mathématiques) que dans les sciences sociales, pour répondre aux besoins des secteurs public et privé toujours plus complexes. Le nombre d'emplois pour ces diplômés est passé de 600 000 à plus de 1 300 000 de 1990 à 2009, et cette tendance devrait se poursuivre<sup>3</sup>. Tout, des télécommunications aux soins de santé, de l'élaboration des politiques dans les secteurs public et privé à l'agroalimentaire et à l'énergie – sans oublier l'éducation, profite de l'investissement réalisé en enseignement supérieur.

L'ACES fait remarquer que l'OCDE calcule que le rendement de l'investissement en enseignement supérieur est de 3 sur 1. Ce rendement ne se manifeste pas seulement dans l'accroissement des activités de recherche, de développement et d'application. Les titulaires de diplômes universitaires au Canada contribuent 44 % de l'impôt recueilli par les gouvernements au pays<sup>4</sup>.

**L'ACES est heureuse des investissements faits par le gouvernement fédéral dans son budget de 2011 et reconnaît qu'ils l'ont été malgré une situation financière serrée. Il s'agissait de contributions substantielles, pleinement alignées sur les engagements précédents du gouvernement et comprenaient :**

- **53 500 000\$ sur cinq ans à l'appui de la création de 10 nouvelles chaires d'excellence en recherche au Canada;**
- **37 000 000 \$ de plus par année à l'appui des trois conseils fédéraux de subventions à la recherche; et**
- **10 000 000 \$ de plus par année pour le programme sur les coûts indirects de la recherche.**

En fait, tous ces investissements donnaient suite aux requêtes de l'ACES dans ses présentations prébudgétaires précédentes. L'ACES reconnaît aussi les engagements additionnels envers l'enseignement postsecondaire et la recherche-développement au Canada, ainsi que l'engagement permanent de créer des liens avec d'autres pays en matière d'enseignement postsecondaire et supérieur.

Alors que le gouvernement va de l'avant avec son plan économique d'éliminer le déficit par la gestion judicieuse des données publiques, l'ACES recommande vivement la poursuite de l'investissement dans l'enseignement postsecondaire et supérieur pour répondre aux besoins actuels et futurs des Canadiens d'un océan à l'autre. Par conséquent, l'ACES demande au gouvernement fédéral de considérer les requêtes suivantes :

**1. La poursuite de l'investissement dans les trois conseils fédéraux de subventions à la recherche comme un investissement dans les Canadiens et l'avenir d'une économie canadienne novatrice.**

Le gouvernement du Canada joue un rôle essentiel dans le soutien de la recherche universitaire et de l'enseignement supérieur par l'intermédiaire de ses trois conseils de subventions à la recherche, soit les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC), le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG) et le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH). Les récents investissements substantiels du gouvernement du Canada dans des bourses de recherche et d'étude prestigieuses pour les chercheurs diplômés et postdoctoraux, y compris la bourse de recherche de l'Institut Banting, a aidé nos membres à reconnaître et à soutenir l'excellence individuelle et nous a aidés à faire compétition pour des talents prometteurs, qu'ils soient Canadiens ou de l'étranger.

L'ACES insiste pour dire que s'il faut peut-être cibler stratégiquement pour répondre aux problèmes urgents, trop cibler la recherche réduit notre capacité de faire de la recherche

fondamentale à l'origine des innovations futures et restreint notre habilité à répondre rapidement à des problèmes de recherche imprévus ou émergents. La participation à la recherche fondamentale contribue à l'éducation et à la formation de milliers d'étudiants diplômés qui choisiront d'intégrer la main-d'œuvre, non seulement dans la recherche universitaire, mais comme travailleurs hautement compétents de diverses industries. Nous devons faire remarquer que l'incapacité à effectuer cet investissement dans la recherche incitera plusieurs étudiants du Canada et d'autres pays à choisir d'étudier à l'étranger.

**Si un certain ciblage de la recherche est peut-être nécessaire, l'ACES recommande que l'investissement dans la recherche fondamentale reste un investissement clé pour « enseigner » les innovations futures.**

## **2. Investir dans la mobilité des étudiants diplômés – tant des étudiants étrangers au Canada que des étudiants canadiens à l'étranger.**

L'éducation postsecondaire est un marché de plus en plus mondial. La mobilité des étudiants s'accroît et ils sont prêts à voir au-delà de leurs frontières nationales. En 2007, 2,8 millions d'étudiants étaient inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur hors de leur pays, ce qui représente une augmentation de 53 % depuis 1995<sup>5</sup>. En effet, les établissements d'enseignement supérieur forment l'un des plus grands réseaux d'établissements dans le monde. La proportion d'étudiants diplômés étrangers au Canada a régulièrement augmenté durant la dernière décennie, passant de 11,1 % des étudiants des cycles supérieurs en 1996 à 15 % en 2008<sup>6</sup>. Le Canada compte actuellement 300 000 étudiants étrangers. Quelque 90 000 sont inscrits dans des universités et 25 000 sont inscrits dans des programmes d'études supérieures<sup>7</sup>.

Ces étudiants de l'étranger choisissent le Canada car le niveau de l'enseignement supérieur est considéré très élevé, tout comme celui de la sécurité personnelle auquel ils peuvent s'attendre<sup>8</sup>. Ils font une importante contribution à la société, à la recherche et à l'enseignement supérieur au Canada. Ils apportent diversité à nos universités et à notre pays. Ils sont une source première d'immigrants : ils sont bien instruits, connaissent la langue et la culture, sont déjà reconnus comme une ressource précieuse par le secteur privé. Ceux qui retournent dans leur pays d'origine y deviennent des leaders et maintiennent de bonnes relations avec le Canada.

La compétition pour les meilleurs étudiants diplômés est très dure en raison du développement et de la mise en marché par d'autres pays avancés et émergents de leurs propres systèmes d'enseignement supérieur. Le Canada doit faire plus pour attirer la crème des diplômés du monde entier. La réputation des universités, l'offre de bourses d'études et des frais abordables comptent parmi les facteurs qui attirent les étudiants étrangers mobiles dans un pays. L'ACES accueille favorablement l'aide du gouvernement fédéral dans la promotion des universités canadiennes à l'étranger et la création des bourses Vanier qui soutiennent certains des meilleurs chercheurs étudiants dans leurs études au Canada.

Les récents efforts pour s'assurer que les étudiants libyens puissent demeurer au pays pour poursuivre leurs études est un excellent exemple de l'engagement du Canada envers les étudiants étrangers et du succès qu'engendre le travail en tandem.

Relativement peu d'étudiants canadiens, comparativement aux étudiants américains et européens, choisissent de poursuivre leurs études supérieures à l'étranger. Il faut les encourager et les appuyer à poursuivre leurs études dans d'autres pays pour leur propre perfectionnement et pour améliorer la réputation internationale de nos universités et créer les mêmes liens avec d'autres pays que le Canada espère favoriser en accueillant ici les étudiants étrangers.

**L'ACES demande que le gouvernement du Canada intensifie son travail avec les établissements canadiens d'enseignement supérieur et leurs organisations afin de renforcer et de promouvoir l'éducation canadienne sur la scène internationale, et qu'il examine des façons de rendre plus accessibles les bourses d'étude de deuxième et de troisième cycles aux étudiants étrangers.**

**L'ACES incite les conseils de recherche à élargir leur capacité à appuyer les étudiants canadiens qui souhaitent consacrer une partie de leur temps à étudier et à faire de la recherche à l'extérieur du pays.**

**3. Investir dans la formation axée sur les compétences novatrices des étudiants diplômés, qui complétera leur savoir-faire universitaire et les rendra plus compétitifs.**

Le gouvernement du Canada a énoncé la nécessité de renforcer l'avantage humain du pays afin de pouvoir attirer et retenir les personnes hautement compétentes requises pour prospérer dans une économie du savoir. De plus en plus, les organismes de financement, les universités, les employeurs de personnes hautement qualifiées, les chercheurs et les diplômés eux-mêmes reconnaissent l'importance des compétences professionnelles qui complètent leur savoir-faire disciplinaire. En même temps, un nombre croissant de doctorants poursuivent des carrières à l'extérieur du milieu universitaire; en fait, la plupart des diplômés de nos programmes d'études supérieures ne sont pas à l'emploi du secteur universitaire, mais travaillent dans des industries axées sur la recherche, telles le génie, les sciences alimentaires, l'énergie, le pétrole, la technologie de l'information et les industries pharmaceutiques, manufacturière et aérospatiale. Leur capacité de poursuivre un éventail toujours plus diversifié de carrières possibles serait grandement rehaussée si l'on portait une attention plus grande à leurs compétences professionnelles transférables.

L'économie du savoir exige un haut niveau de compétences professionnelles de tous ses participants. Les engagements du budget de 2011 sont une reconnaissance manifeste de l'importance de ce genre de formation : en améliorant la commercialisation et en soutenant la démonstration des nouvelles technologies dans le marché par l'appui des liens en matière de recherche entre les collègues, les universités et les entreprises.

Le CRSHC réalise actuellement une étude qui fournira de l'information sur les compétences nécessaires aux étudiants diplômés pour faire compétition avec succès et réussir dans leur carrière. Le programme FONCER lancé par le CRSNG et les activités très fructueuses des MITACS sont d'excellents exemples du genre de programmes de formation qui aideront à outiller nos étudiants avec les compétences leur permettant de prospérer dans une économie du savoir toujours plus complexe.

**L'ACES donne tout son appui à la poursuite des investissements dans les conseils de subventions à la recherche afin qu'ils puissent promouvoir, et appuyer, d'autres compétences professionnelles et transférables dans des programmes novateurs qui offriront une formation axée sur de plus vastes compétences aux étudiants diplômés et ce, afin de les préparer à répondre aux besoins actuels et futurs des employeurs.**

Nous remercions le Comité permanent des finances de la Chambre des communes de l'attention qu'il porte à ces questions qui influenceront la réussite du Canada dans l'avenir.

---

<sup>1</sup>*La valeur d'un diplôme sur le marché mondial*, AUCC, [http://www.aucc.ca/publications/auccpubs/value-of-a-degree/in-canadas-labour-market\\_f.html](http://www.aucc.ca/publications/auccpubs/value-of-a-degree/in-canadas-labour-market_f.html)

<sup>2</sup>OCDE, 2010 OCDE/ISU/Eurostat sur les carrières des titulaires de doctorats.

<sup>3</sup>*La valeur d'un diplôme sur le marché mondial*, AUCC, [http://www.aucc.ca/publications/auccpubs/value-of-a-degree/in-canadas-labour-market\\_f.html](http://www.aucc.ca/publications/auccpubs/value-of-a-degree/in-canadas-labour-market_f.html)

<sup>4</sup>Joseph Berger, Anne Motte et Andrew Parkin, *The Price of Knowledge: Access and Student Finance in Canada*, troisième édition, 2007, The Canada Millennium Scholarship Foundation

<sup>5</sup>UNESCO, Institut de la statistique, *Recueil de données mondiales sur l'éducation 2009*, Montréal, 2010.

<sup>6</sup> Association canadienne pour les études supérieures, *39<sup>e</sup> Rapport statistique, 1995-2006*, Ottawa, 2009.

<sup>7</sup> *La valeur d'un diplôme sur le marché mondial*, AUCC, [http://www.aucc.ca/publications/auccpubs/value-of-a-degree/in-canadas-labour-market\\_f.html](http://www.aucc.ca/publications/auccpubs/value-of-a-degree/in-canadas-labour-market_f.html)

<sup>8</sup>Edu-Canada Student Pulse 2011 Results, Presentation at the National Education Marketing Roundtable, le 16 juin 2011.